

CHAMBRE de COMMERCE, d'INDUSTRIE, d'AGRICULTURE et des METIERS de Pointe-Noire

BAROMETRE D'OPINION ET DE BESOINS DES ENTREPRISES CONGOLAISES Année 2017



SOMMAIRE

1. Introduction	5
2. Objectif du baromètre	5
3. Méthodologie	6
4. Résultats	7
5. Conclusion	26

Liste des abréviations

CCIAM : Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Métiers

CCI : Chambre de Commerce et d'Industrie

CPCCAF : Conférence Permanente des Chambres Consulaires Africaines et Francophones

CFA : Francs CFA

ME : Moyenne Entreprise

NSP : Ne se prononcent pas

PE : Petite Entreprise

PME : Petite et Moyenne Entreprise

TPE : Très Petite Entreprise

Glossaire

Un **échantillon représentatif** désigne un échantillon dont la composition ou la structure est conforme à celle de la population cible.

La **méthode des quotas** permet la constitution d'un échantillon ayant les mêmes caractéristiques que la population cible.

Au terme de la loi n°46-2014 du novembre 2014 portant mesures de promotion et de développement des très petites, petites et moyennes entreprises :

TPE : la très petite entreprise est celle qui emploie au plus neuf salariés permanents et réalise un chiffre d'affaires annuel hors taxes de 25 millions de francs CFA au maximum.

PE : la petite entreprise est celle qui dispose d'un capital social minimum de 1 million de francs CFA à sa création, qui emploie entre dix et vingt salariés et réalise un chiffre d'affaires annuel hors taxes supérieur à 25 millions de francs CFA, mais n'excédant pas 100 millions de francs CFA.

ME : la moyenne entreprise est celle dont le capital social à la création est supérieur à 1 million de francs CFA, qui emploie un effectif permanent compris entre 21 et 100 salariés et réalise un chiffre d'affaires annuel hors taxes supérieur à 100 millions de francs CFA, mais n'excédant pas 2 milliards de francs CFA.

1. INTRODUCTION

Contexte

Dans le cadre du programme de compagnonnage, mené par la Conférence Permanente des Chambres Consulaires Africaines et Francophones (CPCCAF) et avec l'appui de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Nantes Saint-Nazaire, la Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Métiers de Pointe-Noire (CCIAM) a mis en place un baromètre des besoins des entreprises.

Cet outil est maintenant implanté comme un moyen de veille informationnelle sur les besoins des entreprises afin d'améliorer constamment l'offre de services de la CCIAM de Pointe-Noire.

2. OBJECTIF DU BAROMETRE

Objectif général du Baromètre

Le baromètre permet de collecter des informations économiques précieuses afin de définir un portrait de la situation économique dans laquelle les entreprises ivoiriennes évoluent, et ainsi adapter l'offre de services de la CCIAM à ce contexte. De plus, cet outil permet de collecter un retour sur les services déjà mis en place par la Chambre consulaire en proposant une évaluation de ces derniers.

Il s'agit donc d'un outil d'aide à l'accompagnement afin de permettre à la CCIAM d'accomplir au mieux ses missions.

Objectifs spécifiques

Le baromètre informe sur les thématiques ci-après :

La conjoncture territoriale

Le baromètre permet d'apprécier la perception (l'opinion) des entreprises sur les évolutions tant des indicateurs clés d'activité que le climat des affaires sur les territoires de Pointe-Noire et du Kouilou.

L'information

Le baromètre apporte des précisions sur les besoins des entreprises en information. Il tente de définir les besoins prioritaires des PME dans le domaine de l'information, élément clé de la vie économique d'une entreprise. Il permet également de sonder les entreprises sur les connaissances qu'elles ont des différents produits ou services de la CCIAM.

La formation

Le baromètre permet aussi de tester la connaissance des entreprises sur les services de la Chambre en matière de formation. Il tente également d'identifier les besoins des PME en formation.

A l'instar de ce qui précède, le baromètre permet aussi de soumettre à l'évaluation des entreprises les nouveaux produits de la Chambre en termes de conseil et d'accompagnement. Certains produits sont mis en œuvre dans le cadre d'un projet financé par l'Union Européenne. Il s'agit notamment d'une plateforme nationale numérique dédiée aux informations liées à la vie de l'entreprise couplée (Helpdesk), du Centre de médiation et d'arbitrage du Congo (CEMACO) et des séances de sensibilisation à la réglementation OHADA.

3. METHODOLOGIE

Pour réaliser ce baromètre, un échantillon de **316** entreprises relevant de la circonscription consulaire de Pointe-Noire et représentatif des secteurs y compris de la taille des entreprises a été retenu.

Echantillonnage

L'échantillon a été constitué selon la méthode des **quotas** appliquée aux secteurs d'activité, taille et localisation des entreprises afin d'assurer la **représentativité de l'échantillon** par rapport à la structure de base de la population des ressortissants de notre circonscription consulaire.

Critères de sélection des entreprises

Les entreprises incluses dans l'enquête répondent aux critères suivants :

- être localisées dans la circonscription consulaire de Pointe-Noire ;
- être une Très Petite Entreprise (TPE), une Petite Entreprise (PE) ou une Moyenne Entreprise (ME) ;
- appartenir aux secteurs suivants : agriculture, artisanat, BTP, commerce, industrie et services.

Mode de recueil

Par questionnaire adressé par courriel aux entreprises sélectionnées.

Période de l'enquête

L'enquête s'est déroulée du **04 décembre 2017** au **15 avril 2018**.

4. RESULTATS

Caractéristiques des entreprises interrogées

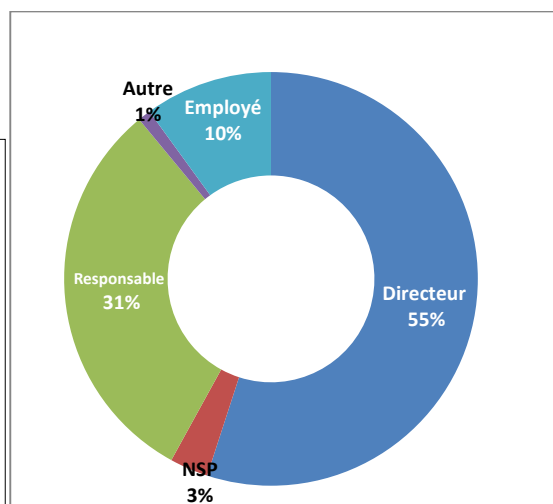
Trois principales variables caractérisent les entreprises enquêtées. Il s'agit :

- du **secteur d'activité** dans lequel évolue l'entreprise. Six secteurs ont été retenus dans le cadre de cette étude : l'agriculture, l'artisanat, le BTP, le commerce, l'industrie et les services.
- de la **taille** mesurée par le chiffre d'affaires de l'entreprise et son effectif salarié.
- de l'**ancienneté** qui traduit le nombre d'année d'expérience de l'entreprise dans son activité.

Q1 : Quelle est la répartition de la fonction du répondant ?

Graphique 1 : Répartition de la fonction du

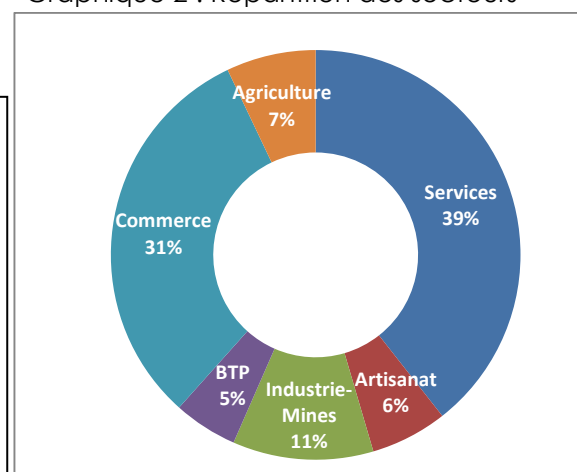
55% des répondants occupent la fonction de directeur.
31% occupent un poste de responsabilité et 10%, la fonction d'employé.
Parmi les autres répondants (1%) est constitué des Cabinets conseil et des représentants des entreprises.



Q2 : Quelle est la répartition des secteurs d'activité des entreprises répondantes ?

Graphique 2 : Répartition des secteurs

70% des entreprises répondantes appartiennent aux secteurs des Services (39%) et du Commerce (31%).
11% dans le secteur de l'industrie – Mines et
7% dans le secteur de l'agriculture.
6% dans le secteur de l'artisanat et
5% dans celui du BTP.

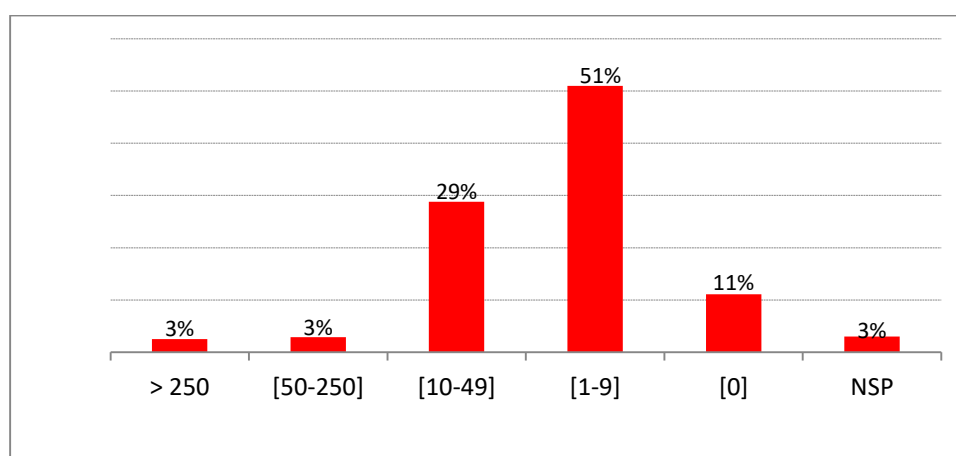


Q4 : Quelle est la répartition des effectifs des salariés permanents ?

Plus de la moitié (51%) des entreprises interrogées, soit une entreprise sur deux ont un effectif de 1 à 9 salariés. 29% ont un effectif de 10 à 49 salariés et 11% sont sans salarié.

En revanche, les entreprises ayant un effectif d'au moins 50 salariés sont marginales (6%). Leur part est identique à 3% aussi bien pour celles dont l'effectif est compris entre 50 et 250 salariés que celles ayant plus de 250 salariés.

Graphique 3 : Répartition des effectifs des salariés permanents



Q5 : Quelle est la répartition de l'ancienneté des entreprises ?

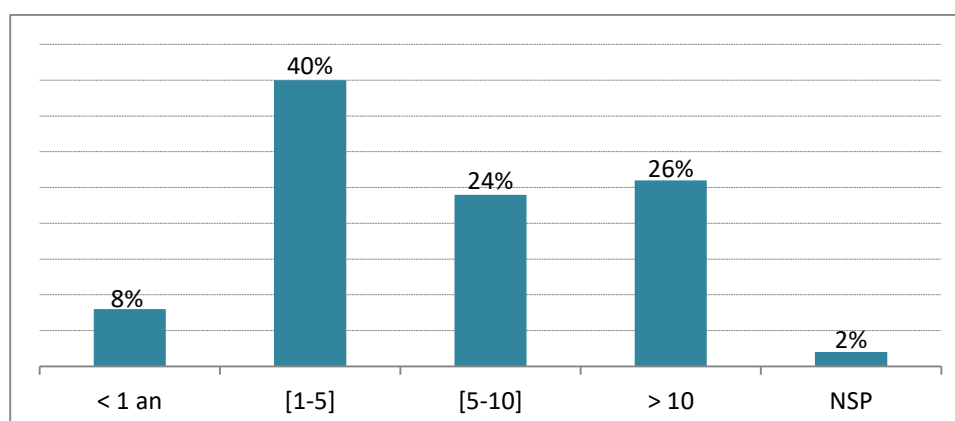
L'ancienneté traduit le nombre d'années d'expérience de l'entreprise dans son activité. C'est un indicateur de **survie** pour l'entreprise et de **vitalité** pour notre territoire consulaire.

La moitié des entreprises interrogées (50%) ont une ancienneté de plus de 5 ans répartie de la manière suivante : 24% des entreprises ont une ancienneté comprise entre 5 et 10 ans et 26% des entreprises supérieure à 10 ans.

40% des entreprises interrogées ont une ancienneté de 1 à 5 ans.

Seulement 8% des entreprises interrogées ont moins d'un an d'ancienneté.

Graphique 4 : Répartition de l'ancienneté des entreprises



Q6 : Quel est leur chiffre d'affaires hors taxe en 2017 ?

25% des entreprises interrogées ont réalisé un chiffre d'affaires **de plus de 200 millions de FCFA** ;

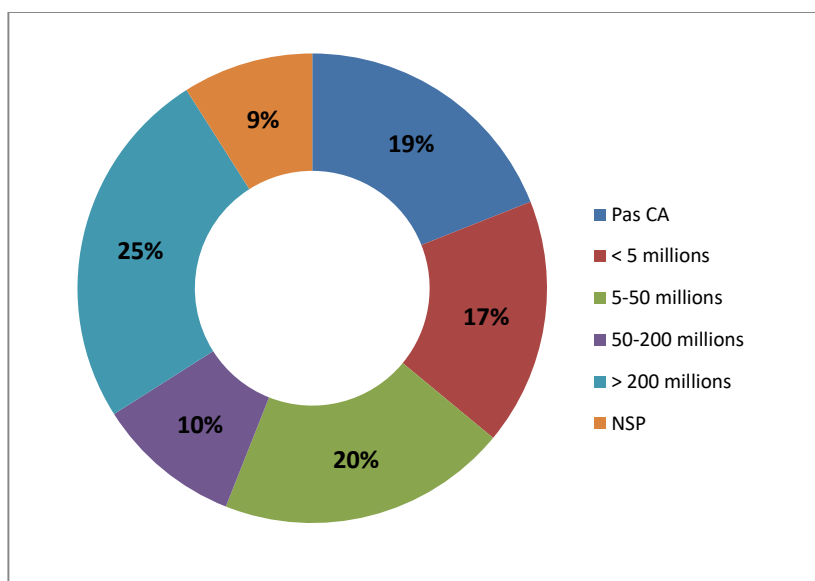
20% ont réalisé un chiffre d'affaires compris **entre 5 et 50 millions de FCFA** ;

17% ont réalisé un chiffre d'affaires **de moins de 5 millions de FCFA** ;

10% ont réalisé un chiffre d'affaires **compris entre 50 et 200 millions de FCFA**.

En revanche, 9% des entreprises interrogées **n'ont pas communiqué leur chiffre d'affaires**.

Graphique 5 : Répartition du chiffre d'affaires de l'année précédente (2017)



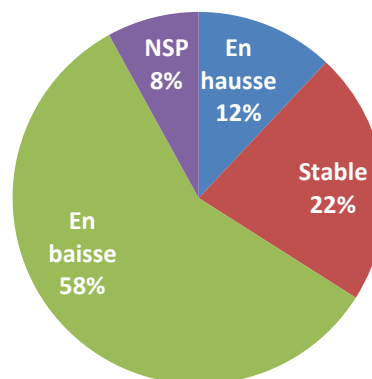
**Partie I : Enquête de conjoncture et état des lieux de l'environnement
économique**

Les **indicateurs clés d'activités en baisse** qui témoignent d'un **contexte économique difficile** : chiffre d'affaires, situation financière, investissements, nombre de salariés et carnets de commandes.

Q7 : Quelle était la tendance de votre chiffre d'affaires en 2017 ?

Graphique 6 : Evolution du chiffre d'affaires de l'année précédente (2017)

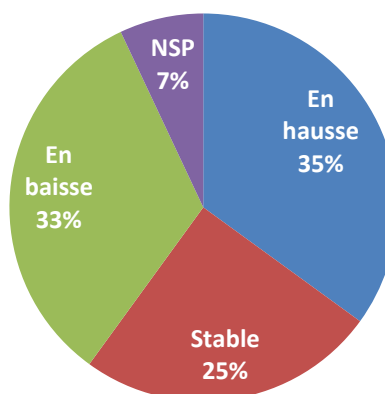
58% des entreprises interrogées ont vu leur chiffre d'affaires en baisse. 12% des entreprises ont vu leurs chiffres d'affaires augmentés. En revanche, 22% des entreprises considèrent que leur chiffre d'affaires est resté stable.



Q8 : Comment envisagez-vous la tendance pour 2018 ?

Graphique 7 : Prévisions sur l'évolution du chiffre d'affaires 2018

35% des entreprises interrogées prévoient une hausse de leur chiffre d'affaires contre 33% une baisse. En revanche, 25% des entreprises interrogées tablent sur une stabilité de leur chiffre d'affaires.

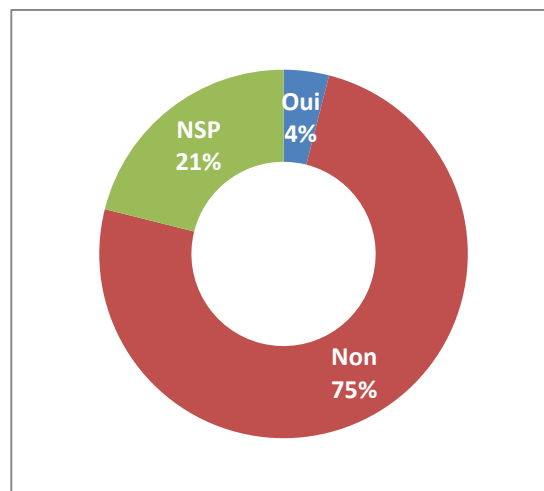


B. Chiffre d'affaires à l'export – Commerce international

Q9- Réalisez-vous un chiffre d'affaires à l'export ?

Graphique 8 : Répartition du chiffre d'affaires à l'export

75% d'entreprises interrogées n'exportent pas. 4% exportent, tandis que 21% ne se sont pas prononcées.



Q10 : En 2017, quelle était la tendance de votre chiffre d'affaires à l'export ?

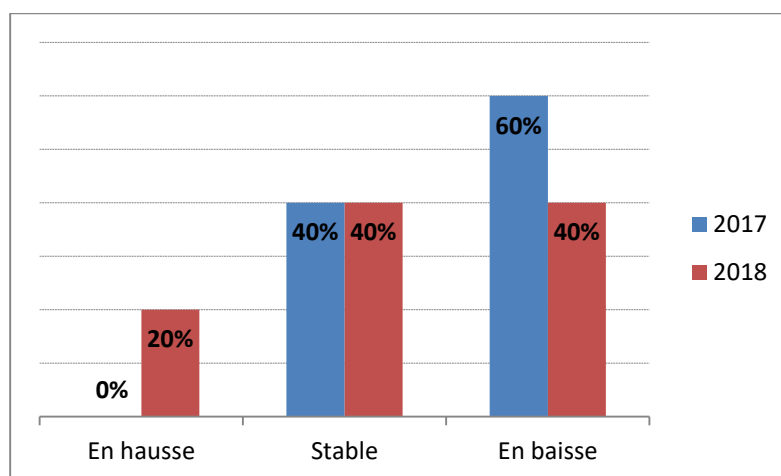
60% des entreprises interrogées qui exportent déclarent que leur chiffre d'affaires à l'export était en baisse contre 40% des entreprises qui le considèrent stable.

Q11 : Comment l'envisagez-vous en 2018 ?

20% des entreprises interrogées prévoient une hausse de leur chiffre d'affaires contre 40% des entreprises qui tablent sur une baisse.

En revanche, 40% des entreprises espèrent maintenir leur chiffre d'affaires à l'export.

Graphique 9 : Evolution du chiffre d'affaires à l'export



Q12 : Quelles ont été les principales zones d'exportation ?

Les entreprises interrogées ciblent par ordre d'importance les marchés suivants : Asie (33%), Europe (25%), Moyen-Orient (16%), Afrique francophone (6%), Afrique non-francophone (3%) et l'Amérique du Nord (2%).

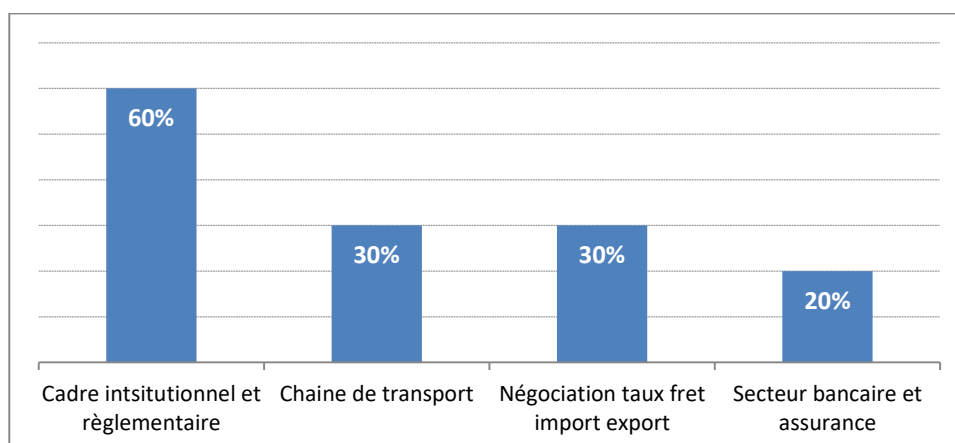
Q13 : Si vous exportez uniquement vers l'Afrique francophone, quel pourcentage du chiffre d'affaires réalisez-vous sur cette zone ?

Le chiffre d'affaires des entreprises exportant vers l'Afrique francophone représente moins de 25%.

Q14 : Si vous exportez ou importez, à quel niveau se situe vos difficultés ?

Les entreprises qui exercent une activité d'exportation ou d'importation éprouvent des difficultés dans les domaines suivants : cadre institutionnel et réglementaire (60%), chaîne de transport (30%), négociation des taux de fret à l'import comme à l'export (30%), secteur bancaire et assurance (20%).

Graphique 10 : Niveau de difficultés rencontrées à l'export et l'import

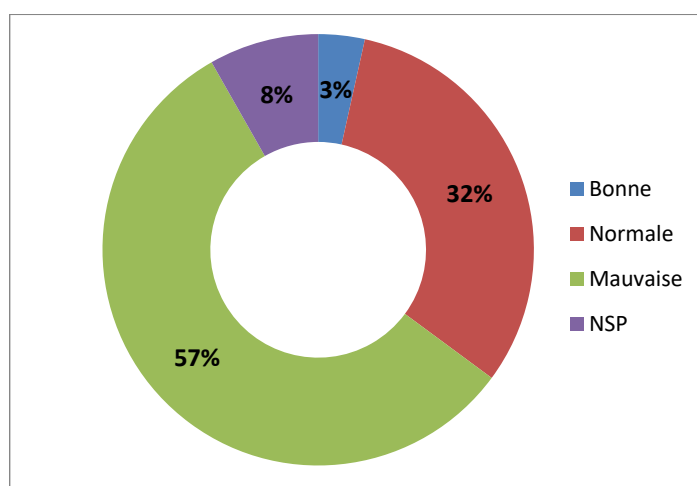


C. Situation financière

Q15 : Actuellement, comment estimez-vous la situation financière de votre entreprise ?

Graphique 11 : Appréciation de la situation financière 2017

57% des entreprises interrogées déclarent que la situation financière de leur entreprise est **mauvaise**. En revanche la situation est déclarée **stable** pour 32% d'entreprises. Seule une infime minorité (3%) des entreprises la jugent **bonne**.



D. Investissements

Q16 : En 2017, quelle était la tendance du montant de vos investissements ?

13% des entreprises interrogées ont déclaré avoir investi en 2017.

25% des entreprises estiment avoir maintenu leur niveau d'investissements par rapport à 2016.

En revanche, elles sont 49% des entreprises interrogées qui déclarent à la baisse leur niveau des investissements par rapport à 2016.

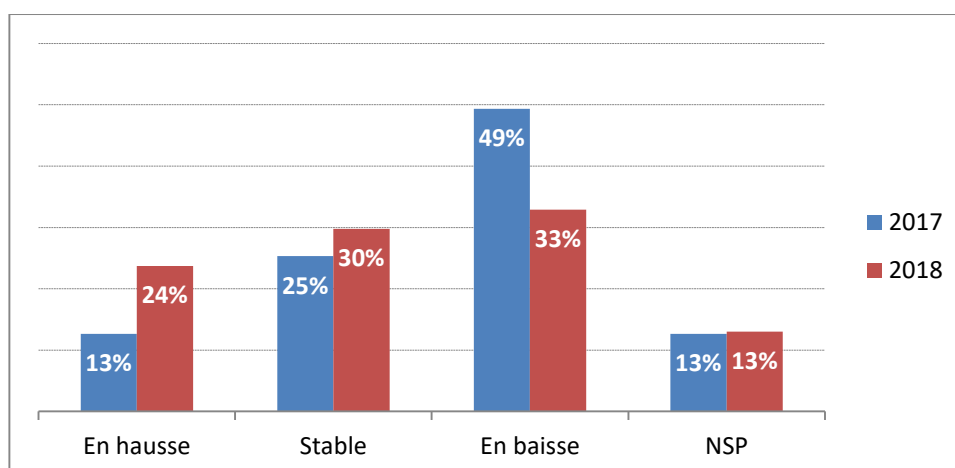
Q17 : Comment l'envisagez-vous en 2018 ?

24% des entreprises interrogées prévoient une hausse de leur niveau d'investissements.

30% des entreprises interrogées tablent sur le maintien de leur niveau d'investissements par rapport à 2017.

En revanche, elles sont 33% des entreprises interrogées qui prévoient une baisse de leur niveau d'investissement par rapport à 2017.

Graphique 12 : Evolution des investissements 2017 et 2018

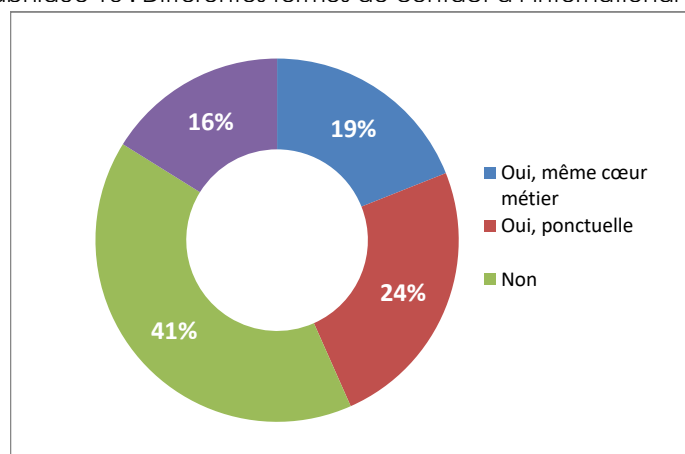


E. Internationalisation

Q18 : Votre entreprise est-elle en contact (partenariats, clients, fournisseurs...) avec des entreprises internationales ou qui ont des activités à l'international ?

41% des entreprises interrogées n'ont aucun contact avec l'international.
24% des entreprises ont des échanges ponctuels.
19% des entreprises ont des échanges permanents avec des entreprises internationales ou qui ont des activités à l'international.

Graphique 13 : Différentes formes de contact à l'international



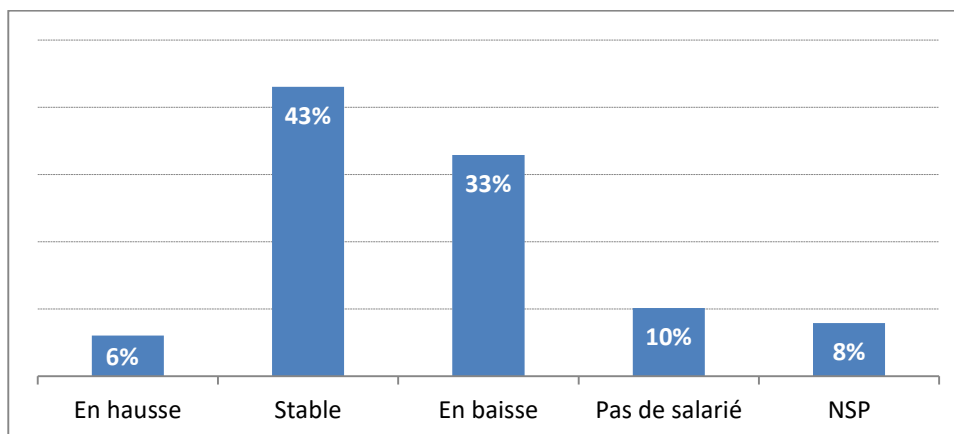
F. Nombre de salariés : l'emploi dans les entreprises

Q19 : En 2017, quelle était l'évolution de vos effectifs ?

43% des entreprises interrogées déclarent avoir maintenu le nombre de salariés contre 33% qui affirment l'avoir réduit.

En revanche, seuls 6% des entreprises interrogées ont vu leurs effectifs augmenter.

Graphique 14 : Evolution des effectifs salariés en 2017



Q20 : Quelle est la part de salariés de sexe féminin dans votre entreprise ?

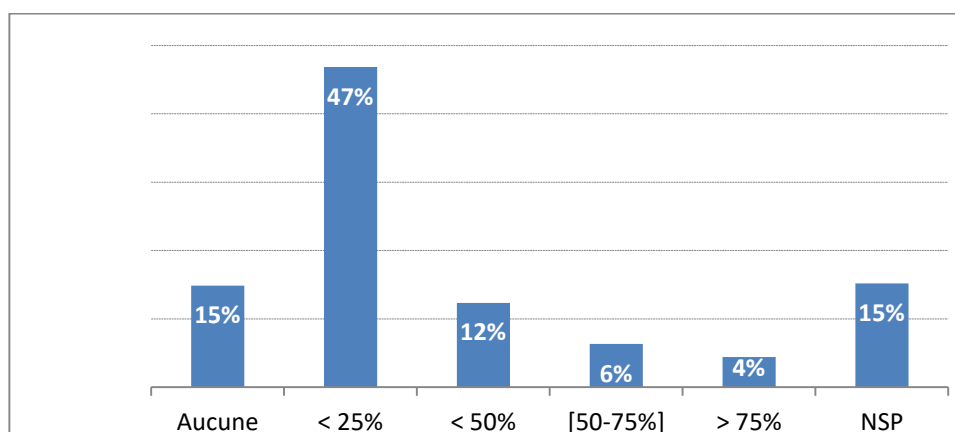
15% des entreprises interrogées ne comptent **aucune femme**.

Pour 47% des entreprises interrogées, les femmes représentent moins de 25% des effectifs salariés ;

Pour 12% des entreprises, les femmes représentent moins de 50% des effectifs salariés ;

Seuls 10% des entreprises ont une majorité de femmes dans leurs effectifs.

Graphique 15 : Part de salariés de sexe féminin



Q21 : Quelle est la part de ces femmes salariées dans les postes à responsabilité ?

15% des entreprises interrogées déclarent que les femmes salariées n'occupent aucun poste à responsabilité.

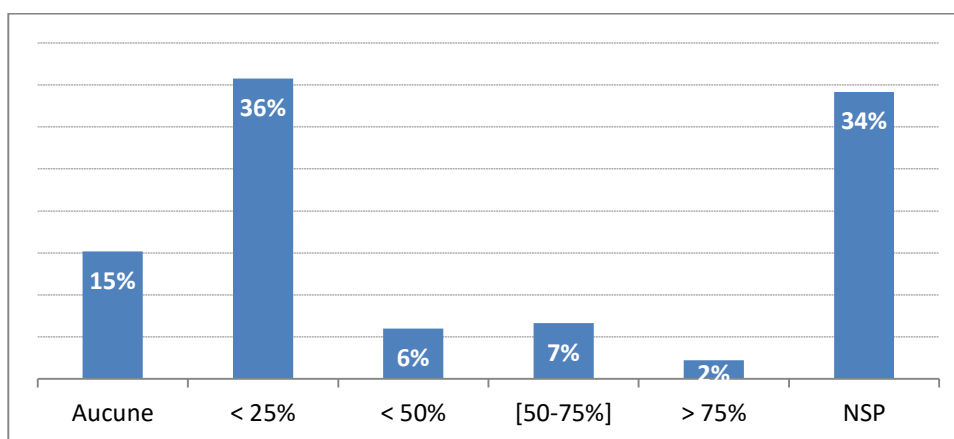
36% des entreprises interrogées déclarent que les femmes sont minoritaires dans les postes à responsabilité, soit moins de 25%.

Dans 6% des entreprises interrogées, elles occupent moins de 50% de postes à responsabilité.

Dans 7% des entreprises interrogées, elles occupent de 50 à 75% de postes à responsabilité.

Par contre dans 2% des entreprises interrogées, elles sont majoritaires à plus de 75% dans les postes à responsabilité.

Graphique 16 : Répartition des femmes salariées dans les postes à responsabilité

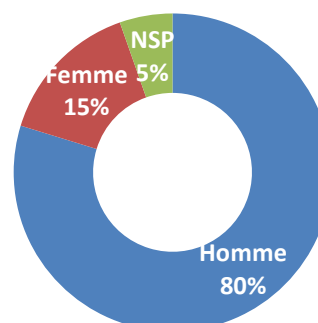


G. Chef d'entreprise

Q22 : Quel est le genre de votre chef d'entreprise ?

Graphique 17 : Répartition du sexe des chefs d'entreprise

80% des entreprises interrogées sont dirigées par des hommes.
15% des entreprises interrogées sont dirigées par les femmes.



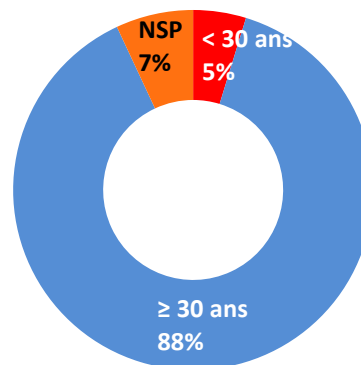
Q23 : Quel est l'âge du chef d'entreprise ?

L'entrepreneuriat des jeunes, **une réalité ?**

Graphique 18 : Répartition de l'âge des chefs d'entreprise

88% des entreprises interrogées indiquent que l'âge de leur chef d'entreprise est **supérieur ou égal à 30 ans**.

A peine 5% des entreprises déclarent l'âge de leur chef d'entreprise **inférieur à 30 ans**.



H. Carnets de commandes

Q24 : Actuellement, comment considérez-vous le niveau de vos carnets de commandes ?

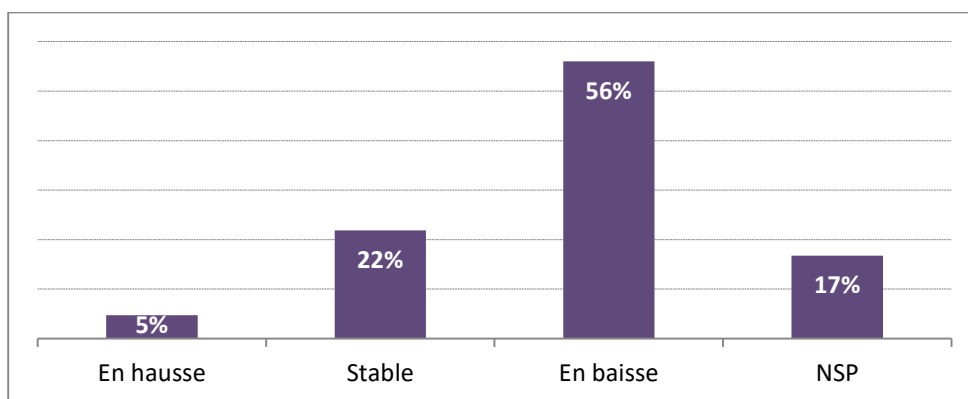
Les carnets de commandes sont jugés **en baisse** par la majorité des entreprises interrogées.

56% déclarent qu'en 2017 leur carnet de commandes était **en baisse**.

22% déclarent avoir un carnet de commandes **stable**.

Seuls 5% des entreprises interrogées déclarent un carnet de commandes **en hausse**.

Graphique 19 : Carnet de commandes en 2017



I. Environnement général : Appréciation de l'environnement des affaires

Q25 : En 2017, quelle était l'évolution de l'environnement économique général autour de votre entreprise ?

54% des entreprises interrogées déclarent que l'environnement économique était **plus défavorable**.

28% jugent que cet environnement économique était **sans changement**.

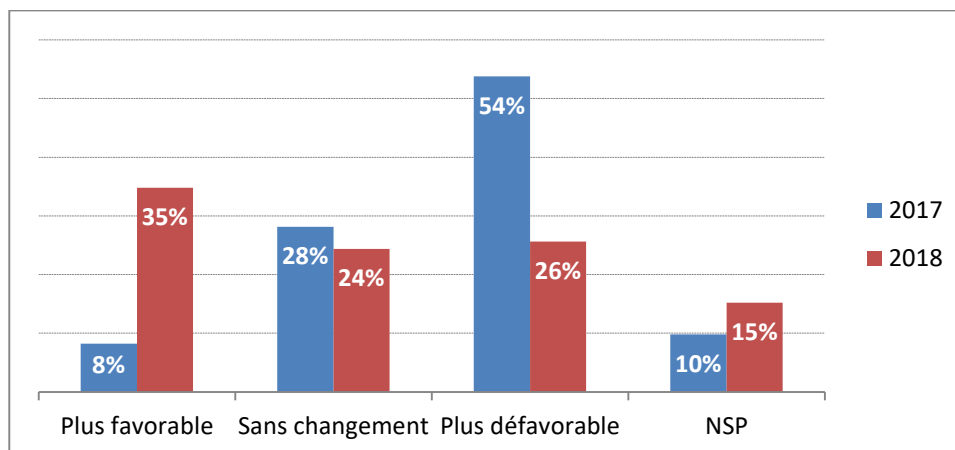
A l'inverse, les entreprises interrogées ne sont que 8% à considérer que l'environnement économique était **plus favorable**.

Q26 : Comment l'envisagez-vous en 2018 ?

35% des entreprises s'attendent à une évolution **plus favorable** du climat économique contre 26% des entreprises qui prévoient un environnement **plus défavorable**.

Par ailleurs, 24% des dirigeants estiment que l'environnement restera **sans changement** comparativement à 2017.

Graphique 20 : Evolution de l'environnement économique général



Partie II : Besoins des entreprises

J. Accès à l'information

Q27 : De quels types d'information votre entreprise a-t-elle besoin pour développer son activité ?

Top 3 des besoins prioritaires en information des entreprises interrogées : information économique, réglementaire et financière.

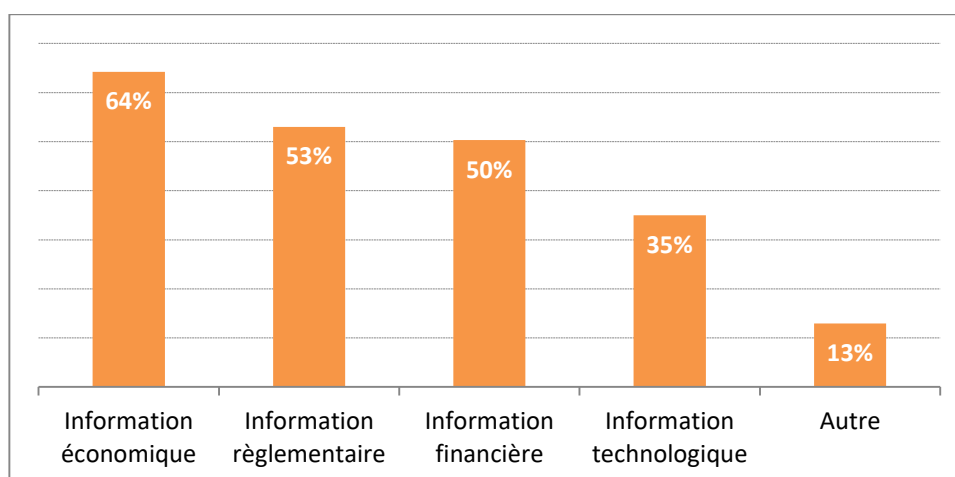
64% des entreprises interrogées expriment le désir d'accéder aux informations économiques.

Une entreprise sur deux exprime autant le désir d'accéder aux informations réglementaires (53%) que financières (50%).

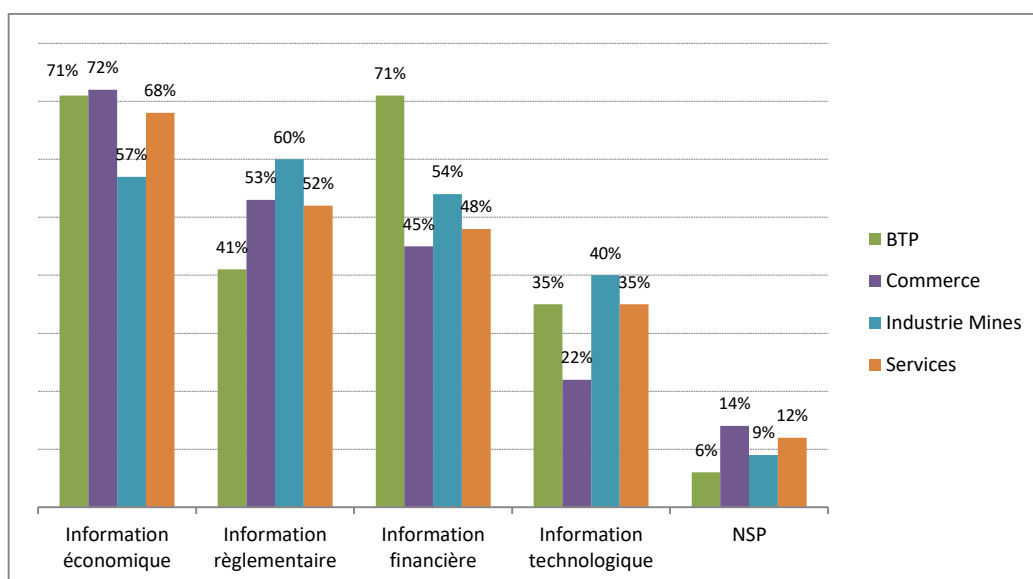
Seule une entreprise sur trois (35%) exprime le désir d'accéder à l'information technologique.

En revanche, une frange minoritaire d'entreprises interrogées (13%) exprime d'autres besoins d'informations que ceux précédemment cités.

Graphique 21 : Besoins en information



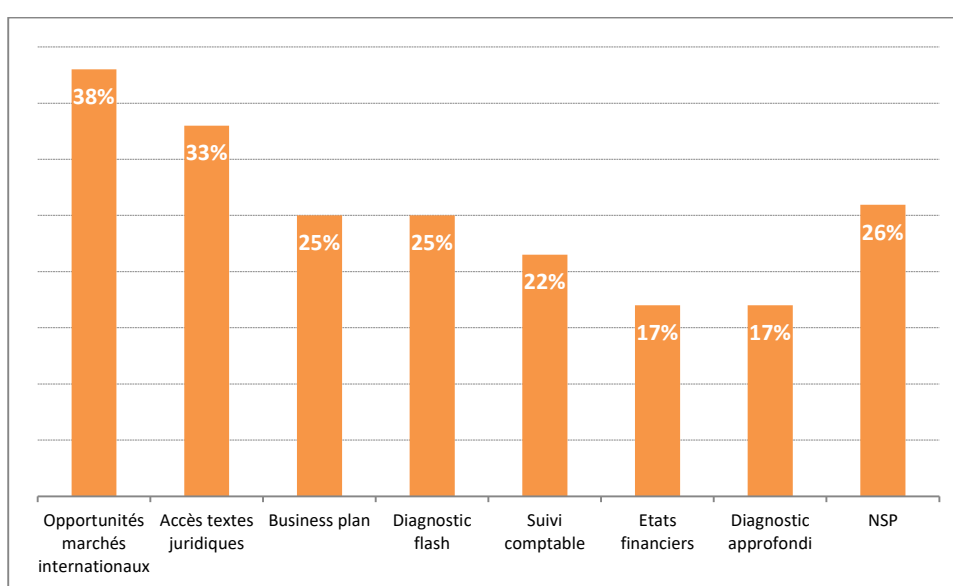
Graphique 22 : Besoins en formation par secteur d'activité



Q28 : De quelles informations sur les services de la Chambre avez-vous besoin ?

Les entreprises interrogées expriment le désir d'accéder en priorité aux informations suivantes : Opportunités sur les marchés internationaux (38%), accès aux textes juridiques (33%), Business plan (25%), diagnostic flash (25%) et le suivi comptable (22%). Dans une moindre mesure et dans des proportions équivalentes les produits suivants : réalisation des états financiers et le diagnostic approfondi.

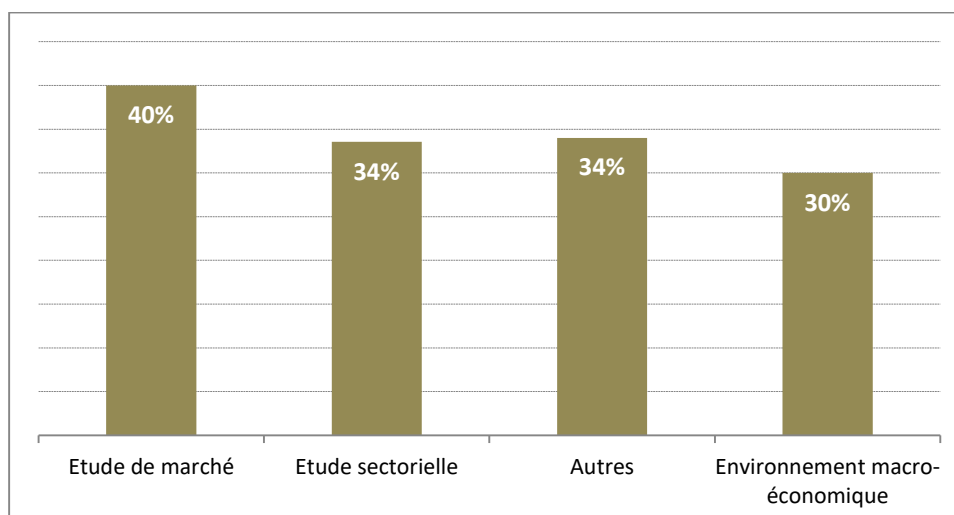
Graphique 23 : Besoins en informations sur les services



Q29 : Quels types d'informations économiques attendez-vous de la Chambre ?

Les entreprises interrogées recherchent en priorité les informations économiques suivantes : étude de marché (40%), étude sectorielle (34%) et analyse de l'environnement macro-économique.

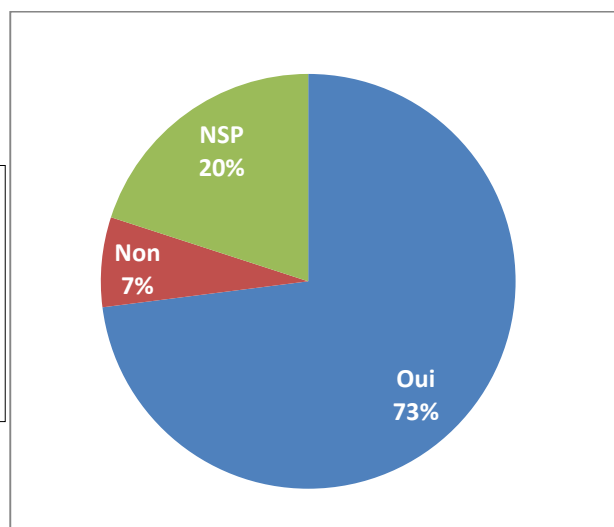
Graphique 24 : Besoins sur les informations économiques



Q30 : En 2018, la Chambre de commerce va déployer une plate-forme nationale numérique qui va rassembler toutes les informations nécessaires à la vie de l'entreprise (Helpdesk), souhaitez-vous bénéficier de ce service ?

Graphique 25 : Adhésion au Helpdesk

73% des entreprises interrogées expriment le désir de bénéficier des services du Helpdesk contre **7% seulement** d'entreprises qui ne s'y intéressent pas.



K. Formations professionnelles

Q31 : De quels types de formations délivrées par la Chambre avez-vous besoin pour développer votre entreprise ?

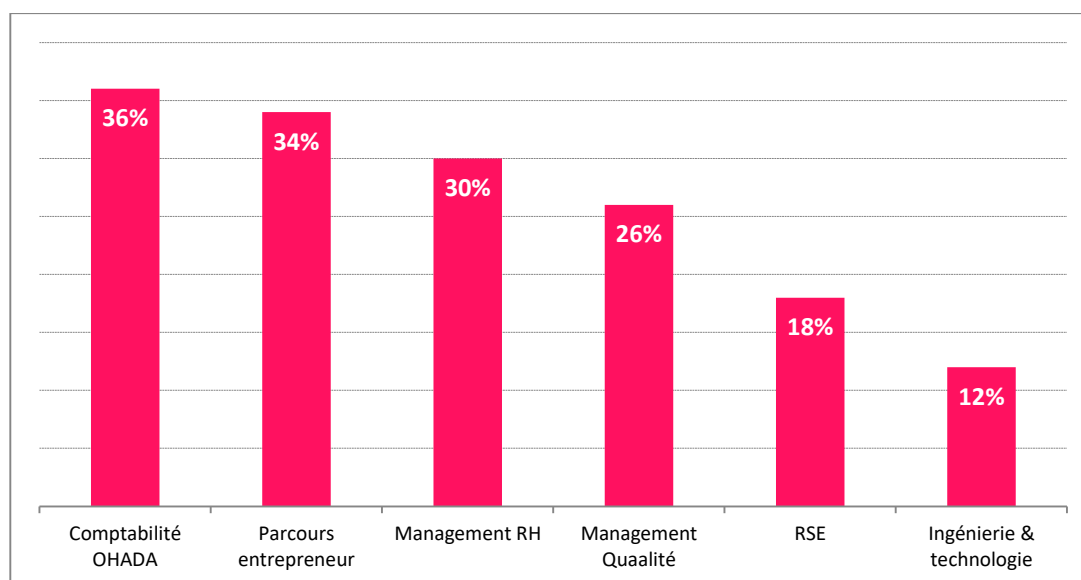
La comptabilité OHADA est en tête des besoins exprimés en formation avec 36% des entreprises interrogées.

Parcours de l'entrepreneur (34%), Management des ressources humaines (30%) et management de la qualité (26%).

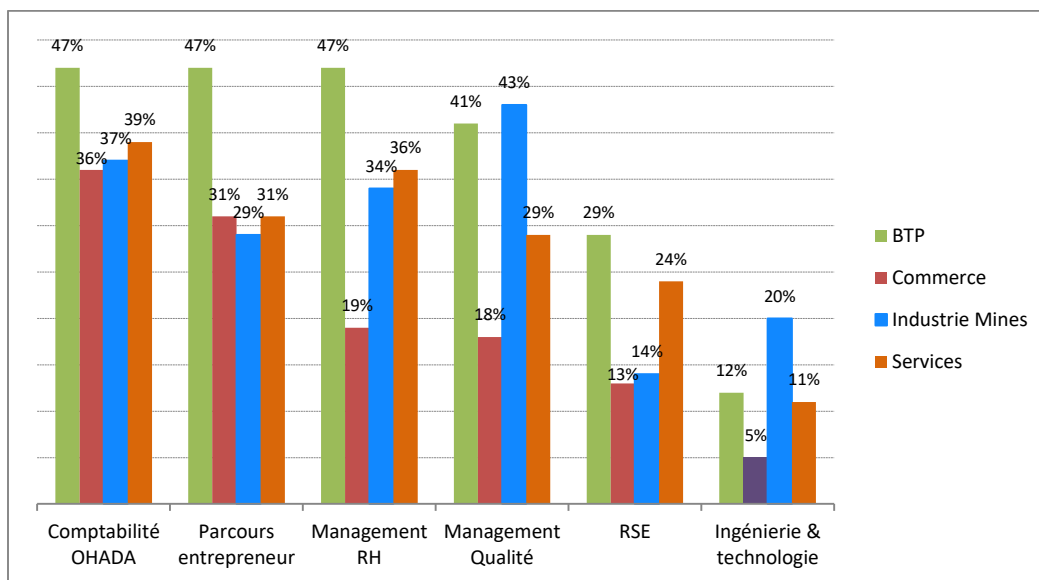
34% des entreprises sont concernées par les formations ci-après : administration, comptabilité, finance, formation commerciale et informatique.

12% des entreprises ont exprimé des besoins en formation technique, notamment en ingénierie et technologie.

Graphique 26 : Formations professionnelles



Graphique 27 : Répartition des formations professionnelles par secteur d'activité

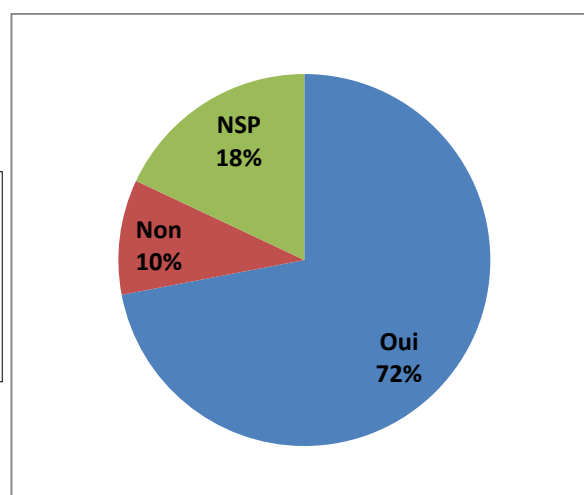


L. Sensibilisation – Arbitrage – Accompagnement

Q32 : En 2018, la Chambre de commerce va organiser des séances de sensibilisation à la réglementation OHADA, souhaitez-vous bénéficier ce service ?

Graphique 28 : Sensibilisation sur la réglementation OHADA

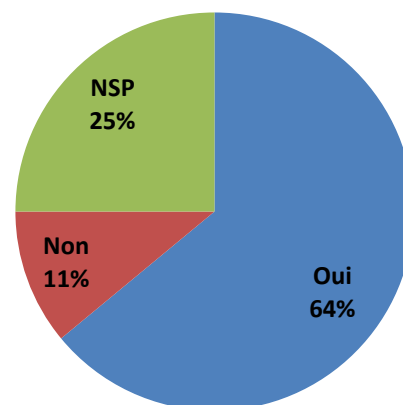
72% des entreprises interrogées souhaitent être sensibilisées à la réglementation OHADA, 10% n'y manifestent pas d'intérêt.



Q33 : En 2018, la Chambre de commerce va opérationnaliser l'antenne de Pointe-Noire du Centre de médiation et d'arbitrage du Congo (CEMACO), mode alternatif de règlement des conflits commerciaux. Seriez-vous prêt à utiliser ce mode de règlement des conflits ?

Graphique 29 : Recours au CEMACO

64% des entreprises interrogées envisagent de recourir au CEMACO. 11% n'y manifestent aucun intérêt.

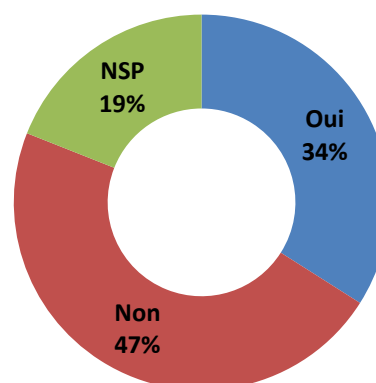


L. Mise en réseau des entreprises (associations professionnelles, club des entreprises, clusters...),

Q35 : Votre entreprise appartient-elle à un réseau ?

Graphique 30 : Mise en réseau

47% des entreprises interrogées ne sont pas adhérentes à des réseaux d'entreprises. 34% déclarent y appartenir.



Conclusion

La troisième édition du baromètre a mis en relief la persistance du contexte de morosité dans lequel évoluent les entreprises des territoires de Pointe-Noire et du Kouilou. En recul depuis quelques années, leurs principaux indicateurs d'activité - chiffre d'affaires, carnet de commandes, main d'œuvre, investissement - n'affichent guère d'amélioration par rapport à 2016.

La situation financière des entreprises reste fortement dégradée pendant que l'environnement des affaires est toujours jugé handicapant. Dérisoires, les capacités d'exportation demeurent au même niveau qu'en 2016.

Par ailleurs, la méfiance envers les réseaux et clubs demeure vivace, et la place de la femme dans les entreprises et, surtout, au sein de leurs instances de décisions reste encore à conquérir.

Encouragé ces dernières années, l'entrepreneuriat jeune fait toujours figure d'horizon à apprivoiser, puisqu'à leur écrasante majorité, les dirigeants d'entreprise ont au moins 30 ans.

Quant aux besoins des entreprises, ils ont quasiment gardé le même profil qu'en 2016 et 2015. Ce qui justifie leur enthousiasme pour les nouveaux services que la chambre consulaire de Pointe-Noire s'apprête à déployer.

Au regard de ce contexte, la mobilisation en faveur de l'entreprise constitue plus que jamais un impératif.